

Domaine Public DP

959

J.A. 1000 Lausanne 1 3 août 1989
Hebdomadaire romand Vingt-sixième année

Vacance politique

Lors de leur récente rencontre de Paris, les sept pays occidentaux les plus industrialisés ont décidé de venir en aide à la Pologne et à la Hongrie. Déjà la Communauté européenne a débloqué un crédit de 224 millions de francs suisses pour une action alimentaire d'urgence. Mais l'intérêt porté par l'Occident au processus de réforme politique et économique en cours à Varsovie et à Budapest ne s'arrêtera pas là; la Communauté, chargée par les Sept de coordonner cette action, a convié ses membres, les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour le 1^{er} août à Bruxelles. Objectif de la rencontre: faire l'inventaire des mesures d'aide en cours et projetées et élaborer une conception cohérente et efficace.

La Suisse, comme membre de l'AELE, sera bien sûr au rendez-vous, mais sa délégation «ne pourra guère faire plus que de vagues promesses». C'est ce qu'a déclaré au *Tages Anzeiger* Silvio Arioli, délégué aux accords commerciaux: notre pays n'a reçu en effet l'invitation que le 18 juillet et c'est au Conseil fédéral de décider de l'importance et des modalités de l'aide helvétique. Or notre gouvernement est actuellement en vacances. Il ne tiendra pas séance avant le mercredi 16 août. La dernière a eu lieu le mercredi 28 juin. La vacance politique est donc de six semaines. Ce n'est guère acceptable, notamment lorsque l'actualité touche à des questions essentielles sur lesquelles le Conseil fédéral a pris des positions de principe.

A défaut d'un consensus politique nécessaire à une demande d'adhésion formelle, la Suisse doit veiller à développer des liens étroits avec la Communauté et à faire évoluer sa politique de manière compatible avec une adhésion possible dans le futur. Telle est la stratégie officielle. Elle implique, pour le parlement, de tenir

compte des normes européennes lorsqu'il légifère. Elle exige aussi de multiplier les accords avec Bruxelles et, dans cette perspective, l'aboutissement des longues négociations sur les assurances constitue un incontestable succès de notre diplomatie.

Mais l'adaptation de nos réglementations et le développement du libre-échange n'épuisent pas notre effort de collaboration. La Suisse se doit aussi d'être présente lorsque ses intérêts commerciaux ne sont pas directement en jeu. La solidarité européenne passe également par l'aide aux régions peu développées du Vieux Continent et par une participation active aux mesures de soutien à l'ouverture qui se fait jour en Europe de l'Est. Le conseiller fédéral Felber a déjà évoqué le rôle utile des neutres dans le mouvement de rapprochement entre pays socialistes et capitalistes d'Europe.

Invoquer les vacances du Conseil fédéral et la soudaineté de l'invitation bruxelloise, c'est un peu court. Le parlement avait déjà été saisi du sujet et en avait débattu, voir notamment l'intervention d'Yvette Jaggi du 16 mars 1989. Si l'aval du gouvernement était nécessaire à l'administration pour une prise de position ferme et pour éviter que notre délégation fasse tapisserie, une consultation téléphonique est facile, comme un coup de fil, à organiser. La grande majorité des gouvernements cantonaux, qui n'ont pourtant pas de décisions de portée internationale à prendre, ne laisse pas pas vacant le pouvoir si longtemps.

Mais surtout, en étant exempte des obligations de la Communauté, la Suisse non solidaire économise toute aide aux fonds structurels européens. DP a chiffré le gain à un milliard.

Se montrer de surcroît réservé (sous prétexte de vacances) sur l'aide aux pays de l'Est ne peut qu'ancrer l'image d'une Suisse égoïste. Ne pas déranger!

Gay, gay, marions-nous!

(fb) Au Danemark, une loi instituant le lien homosexuel entrera en vigueur le 1^{er} octobre. A Paris, la Cour de cassation vient d'annuler un jugement qui prétendait modifier la jurisprudence traditionnelle selon laquelle la notion de concubinage est réservée aux couples hétéros: 200 ans plus tard, le droit des homos ne fait pas encore vraiment partie des droits de l'homme. En Suisse même, le Grand Conseil de Bâle-Ville a débattu du couple gay en juin et refusé, par trois voix d'écart seulement, de charger le Conseil d'Etat de réfléchir au problème en vue d'une éventuelle initiative du canton auprès des Chambres fédérales.

La liberté, c'est davantage que l'absence de répression. La minorité de la population qui est attirée sexuellement et affectivement par des personnes du même sexe bénéficie aujourd'hui d'une certaine tolérance. Son épanouissement trouve cependant ses limites dans le degré de cette tolérance, qui est susceptible de varier passablement selon les milieux, voire dans le temps. Autre limite: la relation homosexuelle n'a pas de visibilité sociale, elle ne jouit d'aucune représentation institutionnelle.

Le droit au bonheur n'est pas protégé

Loin d'amorcer un retour de la répression contre les gays, le sida a finalement entraîné une prise en charge de la communauté homosexuelle par elle-même et une reconnaissance de celle-ci par la société. C'est dans ce contexte que la revendication du «mariage gay» a retrouvé une actualité certaine, à la fois pour régler les problèmes concrets de la vie de couple et pour apporter une indispensable considération.

Que l'on songe à ce Suisse vivant aux Etats-Unis et désireux de revenir au pays avec son ami américain; ils n'obtiendront pas d'autorisation de séjour pour celui-ci sans se prêter à l'humiliante comédie du mariage de convenance (idéalement avec un couple de lesbiennes au problème similaire): c'est la cellule familiale comme telle qui est protégée, pas le droit au bonheur. Même après des années de vie commune, la situation du survivant n'est pas prise en compte par les assurances sociales ou le droit des successions. La relation du couple homosexuel n'est d'ailleurs pas à l'abri de démarches «bien intentionnées» de la famille ou de barrières kaf-

kaïennes dans des établissements hospitaliers. Sans parler de ces cadeaux que constituent les tarifs pour couples hétéros et qui rendent l'existence quotidienne plus aisée.

Les lobbies gays

Une considération sociale en forme de reconnaissance officielle contribuerait d'autre part à la réduction des préjugés dont les gays sont encore victimes. Elle favoriserait l'acceptation de soi qui reste un passage difficile pour nombre d'homosexuels.

Par son côté «bourgeois», cette revendication suscite aussi des oppositions par-

mi les intéressés — du moins, faut-il préciser, parmi la minorité d'entre eux qui se retrouve dans les mouvements organisés ou s'exprime dans la presse gaie. Certains nostalgiques des «lutes» ne sont pas loin de regretter l'indifférence polie dont ils sont aujourd'hui l'objet. *Remake* des débuts du socialisme, le débat fait rage parmi les idéologues gays qui reconstituent tout le spectre des points de vue, depuis l'abolition du mariage jusqu'à la reconnaissance de toutes les formes de communauté de vie en passant par la bénédiction religieuse du couple gay.

Mais le lien homosexuel, qui figurait par exemple au cœur de la campagne commune des organisations homos de la Communauté auprès des listes pour l'élection du Parlement européen, n'est pas davantage limitatif que le mariage traditionnel: que l'on sache, celui-ci n'est pas obligatoire, pas subordonné à l'éducation d'enfants et il n'exclut pas même les aventures extra-conjugales. Comme l'écrit Andreas Ott, inlassable promoteur du *Schwulenehe* en Suisse, on ne peut à la fois reprocher aux gays un mode de vie débridé et refuser à ceux qui le souhaitent la possibilité de stabiliser les sentiments dont ils sont porteurs comme tout un chacun. ■

La Suisse gaie

(fb) Comme dans les autres pays, le mouvement homosexuel s'est passablement transformé en Suisse ces vingt dernières années. Après l'effervescence post-soixante-huitarde (avec ses Front homosexuel d'action révolutionnaire et autre Groupe de libération homosexuelle) vient le temps du groupe d'intérêt articulé sur la représentation auprès des médias et des autorités d'une part, la convivialité et le service à l'intention des membres d'autres part: le «recentrage» est passé par là.

En Suisse romande, *Dialogai* (case postale 237, 1211 Genève 1) a pignon sur rue à Genève (Rue Rossi 5). Interlocuteur reconnu des autorités, subventionné, ce groupement constitue une antenne de l'Aide suisse contre le sida et édite un copieux bulletin bimestriel. De fait, sa permanence téléphonique (022 731 84 46) et ses activités

(«brunch» du dimanche, groupes des gays randonneurs et des gays motards, notamment) débordent les frontières genevoises. Une autre association vient de se créer dans le canton de Neuchâtel: Homologay (case postale 522, 2301 La Chaux-de-Fonds).

Au niveau suisse, la HACH (Homosexuellen Arbeitsgruppen der Schweiz, Postfach 7088, 8023 Zurich) a l'ambition de constituer une fédération de l'ensemble des groupes de gays et lesbiennes de Suisse. Elle a d'ailleurs déjà un nom en français (CHOSE: Coordination homosexuelle suisse) et en italien (COSA) en attendant d'avoir des groupements affiliés hors de Suisse allemande (actuellement Bâle-Ville, Berne, Lucerne, Soleure et Zurich; mais des groupes existent aussi à Saint-Gall, à Bâle-Campagne ou en Thurgovie). Signalons également le Arbeitsgruppe Ini-

N'est pas raider qui veut

(y) Après une OPA «inamicale» à rebondissements, le géant Coop Suisse a finalement dû renoncer — sans doute définitivement — à s'emparer de la SA Konsumverein Zurich (KVZ), une maison à succursales implantées surtout dans la région zurichoise.

Le 13 juillet, c'est un véritable KO qu'ont infligé les 1886 actionnaires du KVZ/David aux stratèges de Coop/Goliath, au terme d'une assemblée générale extraordinaire de plus de six heures, convoquée en fait suite à une procédure engagée par la minorité Coop; cette réunion a tourné à la plus complète confusion des partisans du groupe bâlois, lequel n'avait pas hésité à envoyer au front son nouveau patron, Rolf Leuenberger; le président de la direction générale n'aurait pas mis ainsi tout son crédit en jeu, si plusieurs responsables de Coop n'avaient pas commis de lourdes erreurs d'appréciation. Dans les jours précédant la fameuse assemblée, Ge-

tative Schwulenehe, c/o HABS, Postfach 1519, 4001 Bâle. Ces associations publient en général un bulletin de liaison.

Pour répondre à des besoins plus sectoriels, il faut signaler l'existence de l'Organisation suisse des enseignants et enseignantes homosexuel-le-s (OSEEH) et des groupes de l'Initiative suisse de la jeunesse lesbienne et gaie (actuellement à Bâle, Berne et Zurich) pour les moins de 25 ans.

Il existe enfin une presse gaie spécifique: à côté de la presse de charme (*Stal-lion* et autre *Torso*, analogue à *Playboy* ou *Lui* pour hétéros) et des bulletins de petites annonces (*Kontakt* à Zurich, *Plaisir et amour* à Lausanne), il s'agit de magazines à contenu politique et culturel. Comme dans les autres domaines, la Suisse lit largement ses voisins: les *Gai-pied hebdo* et *Gay-Info* français, les *Du und Ich* et *Adam* allemands. Et pourtant depuis cinq ans paraît une revue trimestrielle proche de la HACH: *Anderschume/Kontiki*, «das Schweizer Magazin für den Schwulen Mann», 44 pages A4 au contenu consistant et à la mise en page agréable; une page franco-phonie est en gestation (Case postale 7656, 8023 Zurich). ■

hard Metz, directeur de Coop Suisse, et Lilian Uchtenhagen, présidente de Coop Zurich, multiplièrent les interviews optimistes — mentalité de gagnateur oblige — tenant la victoire pour vraisemblablement étroite mais quasi certaine. Résultat: l'administration du KVZ l'a emporté sur toute la ligne, avec des majorités supérieures à 70% dans tous les votes.

L'affectif l'emporte

Toute cette affaire, qui aura échauffé pas mal d'esprits sur les bords de la Limmat comme du Rhin, et qui aura fasciné pendant des semaines la presse économique et financière, confirme, par ses rebondissements même, un fait tout simple: on ne s'improvise pas raider. Prédicateur, c'est un métier, à faire comme les autres avec professionnalisme. Lancer une OPA est certes une opération à la mode, mais pas plus facile pour autant; cela reste une fonction à plusieurs variables interdépendantes: financières et commerciales bien sûr, mais aussi personnelles et psychologiques.

Obsédée par la volonté de faire sérieux en avançant des chiffres, et saisie par la tentation de s'adonner enfin à des pratiques capitalistes après des décennies de mutualité de plus en plus mal comprise, Coop a parlé taux de rendement, dividende, rationalité économique, rotation des stocks, à des actionnaires qui étaient tout simplement attachés à «leur» Konsum. Coop a cru qu'ils seraient sensibles aux arguments et avantages mis en évidence. Or les fidèles de la maison KVZ n'en avaient rien à faire, eux qui appartiennent à leur SA davantage qu'ils n'en possèdent chacun une portion.

Il faut dire que, de leur côté, les dirigeants du KVZ ont fait à fond dans la psychologie et l'émotion, présentant l'entreprise comme le patrimoine commun de la grande famille des actionnaires,

comme une institution traditionnelle à préserver, etc. L'appel au non-bradage (de la patrie ou du patrimoine) est un vieux truc; il marche encore. Et il a en plus l'immense avantage d'éviter la discussion quant au fond. Après l'OPA de Coop comme avant, le KVZ demeure une société peu transparente, dont on ne connaît que le résultat global, qui doit recouvrir des pertes dans le commercial (en particulier dans les discounts «Billi») et de jolis profits dans l'immobilier, soit en dehors du principal secteur d'activité d'une épicerie à succursales multiples — dont certaines fort bien situées, ce qui aurait arrangé Coop Zurich, toujours à la recherche de meilleures implantations.

Il y a une dizaine d'années, Denner avait déjà tenté de s'emparer du KVZ. En 1986/87, l'infatigable Karl Schwenner remettait ça en attaquant cette fois le groupe Usego, numéro 3 de la distribution suisse. Ces deux essais, vains comme celui de Coop cette année, ont mis en évidence les lacunes de l'actuel droit des SA, en révision depuis 4 ou 5 lustres. Il faudrait urgemment revoir certaines dispositions relatives non seulement aux réserves latentes, aux actions liées ou aux procédures d'enregistrement dont tout le monde parle. Il s'agirait aussi par exemple de déterminer clairement les droits des nouveaux porteurs, comme des titulaires de bons et autres avantages; de régler les obligations des dépositaires (banques) vis-à-vis de leurs mandants comme des administrateurs; d'augmenter les exigences en matière de transparence des affaires et de sincérité du bilan, pour éviter la sous-cotation (comme dans le cas de KVZ ou de La Suisse), qui constitue toujours une véritable provocation pour les raiders.

Libéralisme libre-service

Répéter tout cela a quelque chose de vain, et donc de lassant: la majorité parlementaire et les milieux économiques dont elle se sent proche ne veulent pas entendre parler d'un droit des affaires qui assure le libre-jeu de la libre-concurrence chère au libéralisme. Le capitalisme ouvert et libre-échangiste, c'est comme la transparence qui en constitue la condition préalable: toujours pour les autres. ■

Dans l'œil du cyclone sans le savoir

Nous poursuivons, avec Marx Lévy, le voyage dans la Chine en révolte entamé dans notre dernier numéro.

3-7 mai: Hong-Kong s'excite

Après une petite semaine de République populaire de Chine, je suis content de revenir à Hong-Kong me replacer dans mon angle de vue d'Occidental face aux événements de Pékin qui semblent avoir pris de l'ampleur.

Partout pendent de grands placards de journaux, focalisant sur les révoltes dans la capitale; ce qui s'y passe prend d'ici beaucoup plus de relief et semble susciter une exaltation générale. On commence à collecter de l'argent dans la rue pour soutenir les étudiants pékinois.

Là-bas, Tien An Men n'est plus seulement un point de ralliement où fusionnent les manifestations parties en cortège des différentes universités. La place a été occupée, on y campe et plusieurs centaines d'étudiants ont commencé une grève de la faim. Ils exigent du gouvernement qu'il vienne in corpore discuter avec eux sur la place.

Chaque jour l'optimisme de la population de Hong-Kong s'amplifie, sans que les gens puissent bien exprimer ce qu'ils attendent. Les tenants de Formose — on en trouve pas mal à Hong-Kong parmi la petite bourgeoisie, boutiquiers, restaurateurs — commencent à croire de nouveau qu'une divine surprise peut advenir.

Dans les journaux

La grande presse traite très largement l'événement; la une est entièrement axée sur Pékin. A l'intérieur, les pages chinoises usuelles ont plus que triplé par la publication de nombreuses photos grand format. Les événements annexes sont soignés et émaillés de détails significatifs. Mais il y a beaucoup de retenue dans le commentaire. Le *Morning Post* présente chaque jour deux articles de «China Watchers»; ces observateurs avaient gagné leurs galons par des

scoops à l'époque maoïste. Aujourd'hui, pour l'un on va assister à un grand bond en avant de la démocratie en Chine, alors que pour l'autre demain est le retour à la pire des glaciations. Mais tous deux se posent la vraie question: que va-t-il se passer le 15 mai, lors de la visite de Gorbatchev?

Les étudiants annoncent qu'ils n'interrompront aucune de leurs actions aussi longtemps que les grands seigneurs de Zhouguanhai ne seront pas venus sur Tien An Men. Ils déclarent vouloir res-

Zongnanhai, les saint des saints chinois

A l'ouest du palais impérial de Pékin, se trouve Zhongnanhai (mers du centre et du sud), un quartier de 100 hectares. C'est là que vivent, à un jet de pierre de Tien An Men, ultra protégés par des murs et une garde prétorienne, les plus hauts dirigeants, dans un enchevêtrement édenique de jardins, d'étangs et de palais Ming ou Qing restaurés.

Une invitation à Zhongnanhai est un honneur suprême que peu de mortels ont savouré.

Malgré sa disgrâce, Hu Yaobang n'avait pas été chassé des lieux. Il faut souhaiter que le sort de Zhao Ziyang ne soit pas plus cruel.

ter de toute manière sur la place jusqu'à l'ouverture, le 20 juin, dans le palais devant lequel ils campent, de la session agendée de l'Assemblée populaire nationale. Cette attitude est largement débattue sur des pages entières de lettres de lecteurs asiatiques ou occidentaux. Elles partent dans tous les sens imaginables. Pour ma part, je penche du côté de ceux qui estiment indispensable pour la survie du mouvement de protestation que les étudiants trouvent le moyen d'instaurer une trêve pendant la pré-

sence de Gorbatchev. Si on veut négocier avec quelqu'un, on ne lui fait pas perdre la face, surtout s'il est Chinois. On ne peut imaginer les répercussions qu'aurait pareil camouflet infligé à Den Xiaoping.

Les hommes d'affaires

Les feuillets économiques et financiers des quotidiens de Hong-Kong sont traditionnellement très substantiels. Immanquablement, les remous politiques y affleurent aussi. Le *Morning Post* sollicite successivement quelques-uns des grands acteurs de la scène du business extrême-oriental. Un jour c'est le directeur de la Hong-Kong and Changhai Bank, un autre le «General Manager de Jardine-Matheson», l'entreprise mammoth qui pratique depuis près de deux siècles l'import-export chinois (elle s'était édiflée avec le commerce de l'opium).

Les articles de tous ces grands messieurs ne vont absolument pas dans le sens de ce que le bon peuple de Hong-Kong aimerait entendre. Ils disent redouter le réveil du tigre.

13-28 mai: seconde incursion en Chine

Cette effervescence me fait hésiter un moment. Aller comme prévu dans le pays de Wu déguster le charme des anciens bourgs et des villes aquatiques. Ou bien, émoustillé, me rendre à Pékin pour voir les choses de près. Choisir le tourisme politique ou urbanistique?

Même si on a la chance de passer comme moi sept semaines en Extrême-Orient, chaque journée est précieuse. Je ne change donc pas de cap et vais m'envoler pour Hang Zhou, capitale du Zhejiang.

A l'aéroport de Hong-Kong, aucun signe révélateur des événements, les avions de et pour Pékin sont à l'heure et pleins.

En avion avec les Taïwanais

L'appareil est rempli, ce n'est pourtant pas encore la saison des voyages de groupe. Mais à part quelques hommes d'affaires de Hong-Kong, les passagers sont des Chinois de Formose qui retournent voir la province natale qu'ils avaient quittée enfants pour suivre

Chiang Kai Check avec leurs parents, lors de l'effondrement continental du Guomindang.

Les Taïwanais, ceux qui ne sont pas Formosans de souche plus ou moins ancienne — 16 millions sur les 18 millions d'habitants de l'île — ont tous grande envie de retourner voir cette terre où sont leurs racines. Da Lu, la «grande voie», comme ils dénomment la Chine continentale, les intrigue. Lorsque, chez eux, ils rencontrent quelqu'un qui y a été, ils le questionnent longuement, fût-il un long-nez, bien au-delà de ce que permet la politesse chinoise.

Un peu comme la Suisse, chaque Chinois a une commune d'origine qui compte administrativement — et affectivement pour les Chinois — plus que la commune natale. Il s'agit en fait d'un comté (*Xian*) que le culte rendu aux ancêtres préserve à travers les âges, les brassages de population, les immigrations. Curieusement, cette tradition contribue à la diffusion dans l'ensemble du pays, régions reculées comprises, des informations sur le monde occidental, car souvent ces Chinois de la diaspora passent voir leur Xian ancestral lors d'un tour de Chine, même s'ils n'y ont plus de parenté. Ils sont reconnus, de par leur nom de famille (*Xing*) comme membres du clan et bien accueillis. Les Chinois américains ont été particulièrement attentifs ces dernières années à revenir à leur Xian. Cela a certainement

Photographes de rue

Les Chinois adorent se faire photographier. Partout devant chaque monument, à chaque carrefour, dans les gares, des photographes de rue opèrent pour quelques centimes suisses la copie. Autour du lac de l'Ouest, il y a encore plus de photographes qu'ailleurs, tous les vingt mètres le long des quais. Pendant les manifs, certains sont allés opérer le long des cortèges et sur la place de ralliement. Ensuite, comme chez nous, ils exposaient leurs prises et tous les étudiants et bien des badauds allaient acheter leur image. La police a certainement elle aussi dû se servir. Personne alors ne se souciait des suites possibles.

Hang Zhou et la secte Tendai

Hang Zhou est un des hauts lieux touristiques de la Chine.

L'attrait, c'est le fameux lac de l'Ouest et ses îles-jardins, dont la ville borde une des rives. Anciennement très belle, elle fut la capitale de la dynastie Song. Elle est maintenant très quelconque, malgré les canaux, car elle fut complètement anéantie au milieu du XIX^e siècle lors de la révolte des Taïpin. Je constate que la plupart des touristes sont Chinois. Le lac est couvert de petites barques, le batelier se tient à l'arrière et manœuvre avec une seule rame, au milieu du bateau sous un dais se prélassent un jeune couple langoureux devant une petite table couverte de victuailles avec une bouteille de vin de riz. Visiblement ce sont de petits entrepreneurs. Eux surtout ont la liberté et l'argent pour s'offrir ces délices.

joué un rôle de ferment, d'envie de changements, aussi bien dans l'adhésion de la population à la politique de modernisation du gouvernement que dans la compréhension du slogan des étudiants: «Plus de démocratie».

Ce besoin d'évolution est nourri aussi par des messages que véhiculent sans que nous nous en doutions les films documentaires occidentaux les plus insipides et anodins, diffusés à la télévision de Pékin.

Mais le plus fort vecteur pour un changement, c'est la cohorte de soixante mille étudiants qui, boursiers officiels ou débrouillards, sont répartis dans les hautes écoles d'Europe et des Etats-Unis. De même que la présence en Chine de quelque dix mille étudiants occidentaux (les Américains sont fortement majoritaires) joue un rôle similaire.

Mon ami Li Mang

En fin d'après-midi, je parcours les rues commerçantes de Hang Zhou dans l'intention d'obtenir des nouvelles de Pékin. Je ne sais pas assez bien le Chinois pour lire les journaux sans recourir à un dictionnaire, ce qui prend trop de temps. Je sais en revanche qu'un long-nez qui circule seul est fréquemment interpellé

Ils viennent parfois de très loin, même de l'extrême nord de la Chine.

La ville compte deux millions d'habitants et dispose de nombreuses hautes écoles et d'une université et surtout d'une école des beaux-arts qu'on dit être la meilleure de Chine, moins académiquement figée que celles de Pékin et de Changhai.

J'ai pensé plus intéressant (et plus économique) de descendre dans un hôtel au cœur de la ville. Il est presque vide, mais j'y découvre une catégorie de touristes nouvelle pour moi. Des Japonais moins rutilants que d'habitude, ils ne sont bardés ni de Nikon ni de Camescop. J'apprends qu'ils appartiennent à la secte bouddhiste japonaise Tendai, connue pour son prolongement en parti politique populiste fachiste. Ils viennent en Chine en pèlerinage au monastère voisin de Tian Tan Shan datant du VI^e siècle, berceau de la secte Tendai. De manière générale, les pèlerinages bouddhistes japonais en Chine vont croissant.

par des Chinois qui, se disant étudiants, veulent profiter de sa présence pour pratiquer un peu d'anglais en pilotant en échange l'étranger dans la ville. On peut faire ainsi des rencontres plaisantes débouchant sur des échanges fructueux pour chacun, comme on peut tomber sur de redoutables parasites.

Je suis effectivement abordé. Après avoir éconduit quelques raseurs, je m'attable dans une maison de thé avec un Chinois qui parle beaucoup mieux l'anglais que moi.

Très vite je constate qu'il a une bonne connaissance du monde, il sait où est la Suisse (cette connaissance est plus répandue en Chine que dans d'autres pays lointains, grâce à de bonnes écoles primaires). Il sait même que nous avons trois langues nationales; je le perturbe un peu en lui disant que nous en avons en fait quatre. Il m'explique que s'il aborde les étrangers c'est qu'il aimerait tant être embauché comme correspondant d'une entreprise étrangère travaillant dans le Zhejiang. Je n'ai évidemment pas de perspective de ce genre à lui offrir. Il accepte néanmoins d'être mon compagnon pour quelques jours en dehors de ses heures de travail. Je l'appellerai Li Mang. Sa pratique de l'anglais lui a valu un poste un peu privilégié au service d'une entreprise municipi-

La madeleine de Li Mang

Un des souvenirs radieux que Li Mang dit avoir gardé de son enfance, ce sont les petits déjeuners occidentaux avec toasts, beurre, marmelade et le parfum du café frais. Je suis donc très heureux de pouvoir l'inviter au petit déjeuner occidental convenable de mon hôtel. Son visage s'illumine alors, sans doute encore plus que le mien, lorsque ensemble à midi nous dégustons une carpe au vinaigre et des crevettes d'eau douce dans un pavillon au bord du lac de l'Ouest.

pale, laquelle n'a d'ailleurs pas vraiment besoin de ses connaissances. Je regrette de ne pas pouvoir rapporter très fidèlement ce qu'a été le destin de Li Mang, mais vu la tournure qu'ont pris les événements, il est préférable qu'on ne puisse pas le repérer.

Il parle anglais depuis son enfance, protégée et heureuse dans une belle maison de Nankin. Il est de «mauvaise origine». Son père et sa mère étaient des intellectuels très considérés qui avaient étudié aux Etats-Unis dans les années vingt et étaient rentrés au pays dans les années trente. Sans être communistes, ils avaient salué l'avènement du nouveau régime et continué à pratiquer leur métier à Nankin après la libération. Ils crurent à la sincérité des autorités maoïstes lors de la campagne des Cent Fleurs et émirent alors quelques suggestions de

réforme dans leur domaine professionnel. Mal leur en prit, ils furent accusés au suicide et le petit Li Mang grandit dans un taudis seul avec son grand-père. Lors de la révolution culturelle, il fut expédié dès les premières charretées dans une campagne reculée de l'Anhui où il croupit durant quatorze ans. Son anglais lui permit de revenir en ville en 1979, mais assigné à résidence à Hang Zhou. Il se met alors en ménage avec une autre victime de la révolution, une veuve dont il adopte le garçon et ensemble ils reprennent un peu goût à la vie. J'ai pu par la suite aller dans leur petit appartement en lointaine banlieue. Dès

ce premier soir, je le questionne au sujet des événements de Pékin et il me surprend alors en m'apprenant qu'il y a aussi des manifestations sérieuses à Hang Zhou et dans d'autres villes de la province. Il est de cœur avec les étudiants; son garçon est parmi eux. En parcourant les bords du lac et les rues commerçantes, je ne me doutais pas que des manifs se déroulaient à deux kilomètres. Dorénavant, par Li Mang, je serai branché.

Marx Lévy

Prochain numéro: Zhejiang – manifs ou révoltes?

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Terreur estivale

Une fois de plus, j'aborde l'été avec terreur! Comment m'y prendre pour lire, éventuellement pour parler de (à Radio Acidule), pour dire quelque chose de tous les livres qui paraissent — je ne dis rien de ceux qui paraissent en France, et pourtant...

Pour commencer par ceux-là (!), comment ne pas au moins mentionner les deux admirables petits derniers de Henri Guillemin? Combien sont-ils, disait plaisamment André Würmser, qui utilisent ce pseudonyme de *Guillemin*? Car enfin, on ne nous fera pas croire qu'un seul homme ait pu écrire tous ces livres! Remarquez: j'ai quelque mérite à aimer Guillemin, car il m'oblige aux plus lourds sacrifices: Michelet, Sand, Voltaire, Diderot, Gide, Martin du Gard, Camus — tous auteurs que je ne me lasse pas de relire et qu'il abhorre. Mais le bilan n'en est pas moins positif. Je crois l'avoir écrit quelque part: jamais il ne *trahit* un auteur, car jamais il n'*ennuie*. Je parle en connaissance de cause, j'ai été maître d'école pendant quarante ans: vous pouvez dire ce que vous voulez d'un écrivain, de Pascal qu'il était un marxiste avant la lettre; de Sand qu'elle était une affreuse — pas d'importance, le lecteur, l'auditeur, provoqué, rétablira. Mais parler de Rousseau ou de Hugo de manière à ennuyer, ça c'est irrémédiable; ça, c'est impardonnable! Or de ce péché capital, jamais Guillemin ne se rend coupable.

Pour ne citer qu'un passage de son dernier livre, *Parcours* (Seuil 1989), qui

nous concerne: cette rencontre qu'il fait de Pilet-Golaz, à Berne, en février 1940: «*Me voici donc, dans un petit boudoir, seul devant ce membre du gouvernement suisse et dont les responsabilités sont particulièrement sérieuses. Il est plus grand que moi; je lève le nez pour lui parler. L'homme est souriant, avec un pli d'ironie...*

(...)

Je crois bien ne pas trahir d'une syllabe ce que P.-G. m'a dit — il y a une heure à peine (...):

"Vous voulez savoir comment je vois la suite des choses? Vous êtes tranquilles et en bon état, vous les Français, parce que la guerre n'a toujours pas eu lieu; mais elle aura lieu; l'armée allemande vous attaquera; je ne sais pas quand, mais elle vous attaquera; et alors, votre belle armée..." Sur ces deux mots, P.-G. a cessé de parler, remplaçant la parole par le geste. Il a levé à demi son bras droit et a fait claquer son pouce contre l'index et le médium de sa main. Mimi-que expressive: "...votre armée, elle sautera en l'air, pulvérisée, volatilisée..."

On se persuade que Pilet-Golaz voyait clair. Du moins voyait-il fort clairement la petite aiguille, sur le petit cadran, pour employer la belle expression de Wiechert. La grande aiguille, sur le grand cadran, celle-là lui échappait, et peut-être le général Guisan, poussé par son instinct de paysan, l'a-t-il mieux vue. Encore fallait-il *parier*, au rebours du sens commun. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy, François Brutsch (fb),

André Gavillet (ag), Jacques Guyaz (jg),

Yvette Jaggi (yj), Charles-F. Pochon (cfp),

Marx Lévy

Point de vue: JeanLouis Cornuz

Abonnement: 65 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Tél: 021 312 69 10 CCP: 10-15527-9

Téléfax: 021 312 80 40

Composition et maquette: Liliane Berthoud,

Françoise Gavillet, Pierre Imhof

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers SA

Devoir de vacances

(*réa*) Comme ces dernières années à pareille époque, nous vous livrons une sélection de l'actualité de ce mois de juillet.

1^{er} juillet. Le procureur bâlois Jörg Schild, patron désigné de la lutte antidrogue au sein du Ministère public fédéral, qui vient de démasquer un vaste trafic de cigarettes et de blanchissage d'argent, révèle qu'il a dû interrompre son enquête en 1984 à la demande de ce même Ministère public fédéral.

3 juillet. Les juristes démocrates de Suisse lancent le référendum contre la révision de la loi d'organisation judiciaire (voir DP 953). Dans leur collimateur, les restrictions apportées à l'accès des justiciables au Tribunal fédéral. Les locataires, les consommateurs, les syndicats et les partis de gauche les soutiennent. (Association des juristes progressistes, tél.: 022 736 11 76 ou 022 28 23 66.)

8 juillet. A Zurich une manifestation non autorisée contre la pénurie de logements s'est terminée par une bataille rangée. Pillage et bris de glace du côté des casseurs (400'000 francs de dommages), intervention musclée de la police qui n'a épargné ni les représentants des médias ni les passants.

10 juillet. Maigre consolation pour les piétons et les cyclistes: selon une étude zurichoise, la concentration des gaz toxiques émis par les véhicules à moteur est plus importante à l'intérieur des voitures qu'à l'extérieur.

10 juillet. Forte progression du coût humain de la construction: en 1988, 50 ouvriers ont perdu la vie sur les chantiers et 770 sont devenus invalides.

12 juillet. Arrêt du bloc 1 de la centrale nucléaire de Beznau. Une fissure a été

décélée dans l'un des dispositifs de production de chaleur lors de la remise en marche, alors même que la centrale venait de subir sa révision annuelle.

19 juillet. Un quidam genevois avait, en juin dernier, lancé un trognon de pomme contre une Rolls. Le chauffeur l'ayant reconnu trois semaines plus tard et dénoncé à la police, le dangereux individu a été écroué à la prison de Champ-Dollon pour dommage à la propriété.

20 juillet. Les syndicats des travailleurs de la construction revendiquent la possibilité d'une retraite anticipée — 62 ans pour les hommes, 59 pour les femmes — dans un secteur où les salariés ressentent durement le poids de l'âge.

22 juillet. A la suite d'un dérangement dans le système de réglage électronique de la turbine, la centrale nucléaire de Leibstadt s'est arrêtée automatiquement. Du coup la révision annuelle qui devait commencer le 26 juillet a été avancée.

23 juillet. L'exercice des droits populaires ne connaît pas de temps mort durant la pause estivale. Après l'annonce au début du mois du lancement de deux initiatives pour une nouvelle politique agricole, un comité formé de parlementaires alémaniques de toutes les tendances politiques attaque en référendum l'arrêté sur la viticulture adopté par le parlement lors de sa session d'été. En point de mire, les privilèges accordés aux importateurs de vin étranger qui empochent annuellement 100 millions de francs au détriment des consommateurs.

24 juillet. Les fortes concentrations d'ozone durant les jours de canicule provoquent des pertes de récolte pouvant aller jusqu'à 10%. Ces pertes augmentent d'est en ouest et varient selon les types de cultures.

25 juillet. Les Romands ont une conception assez particulière de l'armée, si l'on en croit un récent sondage commandé par le *Tages Anzeiger*. Ils sont moins persuadés de son efficacité en cas de conflit que leurs compatriotes d'Outre-Sarine; par contre ils acceptent mieux son intervention en cas de troubles intérieurs. ■

(*pi*) Nous parlions dans notre dernier éditorial de la difficulté de rechercher la vérité dans un pays qui, comme la Suisse, cultive la manie du secret. Un exemple vient illustrer ce constat. Si le domaine auquel il se réfère — voiture et limitations de vitesse — connaît des débats passionnés à l'excès, le secret dont Marcel Blanc, chef du Département vaudois des travaux publics, a voulu entourer les démarches concernant la levée de la limitation de vitesse à 100 km/h sur l'autoroute dans la traversée de l'agglomération de Morges est à la fois injustifié et arrogant.

Inquisition en terre vaudoise

On sait en effet que des parois anti-bruit ont été posées pour diminuer les nuisances dont souffrent les riverains de cette autoroute. Une fois les travaux terminés, de nombreuses personnes, et les communes concernées qui n'avaient pas été consultées, ont été surprises d'apprendre, par le biais d'une réponse à une question d'un député, que le Conseil d'Etat allait demander à l'Office fédéral de police de rétablir la vitesse «normale» sur ce tronçon, soit 120 km/h. Demande effectivement déposée, sans que l'efficacité des ouvrages de protection ait été mesurée. Sur requête de l'administration fédérale, le Canton a tout de même dû effectuer des mesures de bruit. Et lorsque l'Association suisse des transports (AST), par une lettre à Marcel Blanc, a demandé à consulter ces mesures, elle s'est vue délivrer une fin de non-recevoir, car «*s'agissant d'un problème qui doit se régler entre la Confédération et le Canton, nous n'avons pas à vous fournir les documents que vous demandez, ni à les rendre publics*».

Il faudra finalement que 24 Heures y aille de son enquête pour que ces chiffres soient révélés, dix jours après qu'ils aient été refusés à l'AST. Il faut savoir que Marcel Blanc a «*horreur des inquisiteurs*», comme il le déclare au journaliste du quotidien lausannois.

Rythme d'été

Pendant les vacances, DP espace quelque peu ses parutions.

Le prochain numéro sera donc daté du 24 août.

Bonne fin d'été.

Quand les eaux n'étaient pas calmes

(ag) L'histoire, c'est de la politique figée. Aussi le rôle de l'historien est de retrouver, sous le passé, ces moments où les dés roulent encore, où le champ des possibles reste ouvert, où la politique est un risque. Dans cette perspective, deux travaux récents de grande qualité.

Le gouvernement des Suisses

Georges-André Chevallaz raconte la Suisse pour mieux saisir ses rapports à l'Europe, faits d'ouverture et d'hélicisme. En manifestent son préfacier Jacques Soustelle-de-l'Académie-française et son illustrateur Hans Erni. De l'hélicisme à l'éclectisme.

Dans son avant-propos, G.-A. Chevallaz souligne que son ambition était plus vaste; il aurait aimé étudier des procédures de décision dans l'histoire de la Suisse. Le temps, celui qui est limité, comme il le dit, par la rigueur probable du destin, ne lui permettait pas d'envisager un projet si vaste. Mais, ajoutez-t-il, il ne disposait ni des concours, ni des moyens techniques aujourd'hui nécessaires.

On retrouve, dans ce regret, la pingrerie des Etats, non pas quant au sort matériel qu'ils assurent à leurs anciens magistrats, il est en Suisse confortable, mais dans la mise à disposition des appuis rendant possible un travail de réflexion nourri par l'expérience. On pense, car ce trait d'ingratitude se retrouve même dans les monarchies républicaines, comme la France, à cet aveu de Lévi-Strauss se plaignant que dès sa retraite prise, il ne pouvait même plus compter sur un-e secrétaire!

Il semble que ce soit G.-A. Chevallaz qui ait lancé la formule: la Suisse s'est faite à contre-courant; le mot allait faire fortune; il est aujourd'hui corrigé avec bonheur par son auteur qui lui substitue «contre-point».

Le rappel, à l'heure des choix européens, n'est pas inutile. La Suisse n'est pas un Etat-Nation. Un survol de son histoire étaye cette vérité historique première, G.-A. Chevallaz en conclut

qu'elle perdrait son originalité et son âme en adhérant à l'Europe communautaire.

Il choisit donc le maintien d'une stricte neutralité au service d'une Europe, plus vaste que celle de la Communauté, la «maison commune» unissant l'Est et l'Ouest. Choix possible, mais qui impliquerait que la Suisse développe «sa vocation de solidarité», intensifie «son action pour la paix» (p. 178). Bref qu'elle soit exemplaire et généreuse. Or le choix du refus de l'adhésion à la Communauté s'inscrit plus dans un égoïsme conservateur que dans la conviction d'avoir à accomplir une mission exigeante.

Dans son réalisme, fondé sur la connaissance de l'histoire, G.-A. Chevallaz pêche peut-être paradoxalement par optimisme.

La Suisse des années sombres

André Lasserre nous restitue les courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il a déjà été beaucoup écrit sur le sujet. Que l'on consulte sa considérable bibliographie! Et pourant un tel ouvrage était nécessaire pour rendre compte de la complexité des sentiments de la population suisse, alors que beaucoup aujourd'hui voudraient se limiter à des indignations et des jugements rétrospectifs et sommaires.

Ainsi l'accueil des réfugiés. Il suffit de connaître les réactions actuelles, en pleine prospérité, pour imaginer ce que pouvait être dans une fraction de la population, soumise au rationnement, les sentiments à l'égard des demandeurs d'asile, juifs notamment. Souvent ils étaient logés dans des hôtels disponibles par absence de touristes. De là à imaginer qu'ils étaient logés comme des princes, ou qu'ils avaient des rations alimentaires plus généreuses, ou qu'ils y menaient une vie d'une lubricité sans retenue...

Lasserre nous restitue et la diversité et les fluctuations de l'opinion. Il s'appuie notamment sur un dépouillement original d'archives, en particulier celles d'Ar-

mée et Foyer, dont on relèvera plusieurs positions antisémites.

Si ce travail n'est pas une analyse de la politique gouvernementale, il permet excellemment de comprendre les périls de la navigation. Dans la foulée de cette image, relevons que la phrase fameuse du conseiller fédéral von Steiger comparant la Suisse à un «petit bateau de sauvetage déjà fortement occupé» (30 août 1942) ne scandalisa pas à l'époque l'opinion publique. ■

Georges-André Chevallaz. *Le Gouvernement des Suisses ou l'histoire en contrepoint*. Edition de l'Aire, Lausanne, 1989.

André Lasserre. *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*. Edition Payot, Lausanne, 1989.

EN BREF

La dôle de Salquenen vendue par le secrétariat général du PDC suisse porte un nom tout indiqué pour un parti chrétien: «Sang de l'enfer». Une étiquette pour collectionneur!

La Ligue lombarde a obtenu un succès certain en Lombardie au cours des récentes élections européennes. La ligue propose le modèle administratif suisse pour défendre la «culture» de la région contre l'immigration du Sud de la Péninsule.

L'Europe ferroviaire ne connaît pas les frontières de l'AELE, de la CE et du Comecon. Un exemple: tous les jours un wagon-restaurant tchécoslovaque circule dans chaque sens entre Zurich et Prague par Munich. Le personnel tchèque se fait payer les consommations en francs ou en marks. On peut consommer notamment de la bière, du mousseux ou du sucre tchèque.

L'Etat libre (*Freistaat*) de Bavière a acheté deux immeubles à Bruxelles pour installer une représentation auprès des autorités de la CE. Une brasserie y est également prévue pour faciliter les contacts.

Rappelons que tous les Etats allemands ont une représentation à Bonn, capitale fédérale.